

REVENDEICATIONS

Le Télégramme du 20 novembre

Education. Les points qui fâchent

Suppressions de postes, dégradation des conditions de travail, manque de dialogue avec le ministère... Les enseignants en grève aujourd'hui expliquent les raisons qui les poussent à descendre dans la rue manifester.

Les écoliers dont les enseignants seront en grève, vont pouvoir aujourd'hui rester jouer sous le préau ou dans la cour plus longtemps que d'habitude, dès lors que l'établissement assure un accueil.



Les suppressions de postes. C'est la cause première de la colère des enseignants, du public comme du privé. Au niveau national, le gouvernement a décidé la suppression de 8.500 postes en 2007 et depuis, chaque année, ce quota est revu à la hausse: 11.200 postes supprimés en 2008, 13.500 annoncés en 2009. « Le ministre cherche partout des viviers pour économiser des postes, estime Loïc Balouet (du SGEN-CFDT 29). On supprime 3.000 postes de Rased (aide aux élèves en difficulté) pour la rentrée 2009. On annon-

ce 30% en moins de places au concours l'an prochain. Les postes seront pris sur les maternelles où l'accueil des moins de trois ans est remis en cause. » Bon nombre de parents d'élèves sont sur la même longueur d'ondes. « L'école publique, que nous aimons pour ses réussites incontestables, rencontre aussi des difficultés, expliquent les parents FCPE (du Finistère). C'est pourquoi nous souhaitons passionnément qu'elle évolue et se transforme pour s'acquitter vraiment de sa mission: faire réussir tous les jeunes (...). Or,

« Nous constatons un acharnement à toujours moins de postes ! »

Des parents FCPE

en lieu et place de cette grande cause nationale, à quoi assistons-nous ? Au spectacle d'annonces permanentes qui, au-delà des habillages, voit dans l'Education un moyen d'économiser. Nous constatons un acharnement à toujours moins de postes ! »

La dégradation des conditions de travail. Pour l'ensemble des enseignants qui prévoient de faire grève aujourd'hui, les suppressions de postes ont pour conséquence évidente et immédiate une dégrada-

tion sensible des conditions de travail. Elles sous-tendent selon eux le « recours massif à la précarité », et l'utilisation systématique « des heures supplémentaires pour remplacer des postes ».

Le manque de dialogue. Les enseignants grévistes, les syndicats, dénoncent « le ton et la manière de faire du ministère, à la hussarde, à toute vitesse ». Un exemple: « La réforme des lycées annoncée fin juin devrait être opérationnelle à la rentrée 2009. Les directives seront donc connues en janvier. Tout cela est

totale- ment farfelu », souligne Catherine Appéré, de Sud Education 29. Les enseignants condamnent un certain « empilement des réformes sans concertation ». Enfin, ils estiment que leur ministre de tutelle les traite avec « mépris » et « fonctionne sur la division ». Il multiplie « les annonces sur des primes pour diviser l'esprit d'équipe, remet en cause le paritarisme dans la gestion des carrières. A terme, c'est la porte ouverte aux promotions à la tête du client », assure Guy Barré (SNUipp-PSU).

> Le regard de Nono



Accueil dans les écoles : Darcos enfonce le clou

Le ministre de l'Education Xavier Darcos a estimé hier devant les députés qu'il était de la responsabilité des maires d'organiser le droit d'accueil dans les écoles les jours de grève et réfuté l'argument selon lequel il n'y avait pas assez de volontaires pour garder les enfants. « Les maires peuvent s'occuper d'assurer ce service (l'accueil dans les écoles) une fois de temps à autre lorsqu'il y a grève, puisqu'ils l'assurent tout le reste de l'année », a déclaré Xavier Darcos. « On me dit qu'il

y aura trop peu de volontaires ? Je ne le crois pas puisqu'il suffit de voir que l'Etat rembourse à hauteur de 18 euros par heure le service fait pour garder les enfants », a-t-il poursuivi. « En conséquence, les volontaires trouveront là un intérêt économique ». Sur les questions de sécurité des enfants, il a rappelé qu'elle était « garantie par l'Etat ». Xavier Darcos a renvoyé les maires à leurs responsabilités, hier, concernant l'accueil des élèves à l'école les jours de grève comme aujourd'hui.

Un prof du privé : « Un réel malaise »

« Il y aura du monde dans la rue, même de l'enseignement privé, car le malaise grandit de mois en mois » confie Jean-Claude Tilly, professeur au lycée agricole de la Ville Davy à Quessoy [22] et délégué CFDT.



« On ressent fortement le malaise des enseignants dans le privé, même s'il ne s'exprime pas forcément dans la rue », estime Jean-Claude Tilly, professeur de philosophie, à Quessoy.

Dans un enseignement privé où la discrétion est de tradition, l'exaspération commence à se faire sentir au-delà de l'enceinte des établissements. A cause de la suppression des postes. Une litanie qui, d'année en année, commence à sérieusement irriter les enseignants: « 70 en moins enco-

re sur 4.800 postes. En six ans, on aura supprimé 800 postes au niveau national dans l'enseignement agricole; jusqu'où osera-t-on aller, s'interroge Jean-Claude Tilly, professeur de philosophie au lycée agricole de la Ville Davy, à Quessoy. Dans l'Education nationale, c'est la même chose.

Particulièrement dans le premier degré avec une politique qui conduit à des classes sans enseignant et donc à la fermeture. »

Stress et frustration Mais, au-delà des chiffres, c'est un profond mal-être qui perce dans le monde enseignant.

« C'est un temps de scolarisation qui diminue avec un même programme à enseigner; c'est du soutien à apporter aux élèves en difficulté. Du coup, c'est moins de temps avec les autres enfants, à la récré, par exemple, ou pour rencontrer les parents, discuter avec leurs collègues. » Sans oublier, les heures supplémentaires: « C'est insensé et indécent; imposer des heures supplémentaires, avec des primes alors que, parallèlement, on licencie des auxiliaires ! Sans compter que concrètement, on ne trouve plus de remplaçants. Au lycée, un prof de français va être absent pendant trois semaines; il n'y aura personne pour le remplacer. Aux collègues de le suppléer. Autre conséquence fâcheuse: à cause des heures sup, les profs sont de moins en moins nombreux aux conseils de classe. »

« Dans la rue » Bref, beaucoup de stress et de frustrations. « Mais ce qui nous exaspère le plus, c'est ce manque de concertation », confie le prof de philo. « Nous ne sommes pas les seuls concernés. On impose le travail jusqu'à 70 ans, l'ouverture des magasins le dimanche... Cela dit, le manque de dialogue social aboutit toujours au même résultat. Je crains que ça ne finisse dans la rue. »

Propos recueillis par Hervé Quéillé